

Parti Socialiste Unifié

le PSU présente

Armand LEBLEU

Ingénieur civil — Inspecteur
de l'Enseignement technique,
Responsable syndical.

et son suppléant

Ange FERRI

Electricien,
Militant syndicaliste.

Electrices, Electeurs,

Dans cette circonscription où voisinent un important secteur industriel et des quartiers résidentiels, qui s'étend du centre commercial de Lille à une zone rurale, des problèmes graves et des difficultés vous assaillent chaque jour, chaque semaine, chaque mois, chaque année.

Quels sont ces problèmes ?

Pour les uns, le salaire insuffisant, les charges fiscales, les études ou la formation professionnelle des enfants et leurs distractions, le logement et son équipement, les déplacements quotidiens longs, inconfortables et coûteux.

Pour les autres, le spectre du chômage, le sort injuste des parents pensionnés, des malades ou des infirmes, le logement des enfants fondant un jeune foyer, la santé des êtres chers.

Pour tous, le lancinant et obscur problème de la paix dans le monde, cette paix si fragile et tant menacée.

Enfin, pour certains d'entre vous qui ressentent toute la complexité de cette situation, qui constatent que le régime n'apporte pas de solutions dans la ***Vérité*** et dans la ***Justice***, l'inquiétude cependant devant la ***Responsabilité*** d'ébranler ce régime.

QU'APPORTE DONC LE PSU POUR RESOUDRE AVEC VOUS TOUS CES PROBLEMES ?

Son ***programme***, résumé ci-contre ! Voici comment il peut se présenter sur le ***plan local*** et ***régional.***

QUELQUES ASPECTS LOCAUX DES GRANDS PROBLEMES...

● *LES SALAIRES ET LES PRIX.*

Dans ce secteur industriel de banlieue s'étirant le long des rivières, aucune industrie de pointe exigeant des qualifications rémunératrices... d'où une politique systématique de bas salaires et d'emplois précaires.

Dans les grandes affaires commerciales privées, une main-d'œuvre sous-payée, souvent féminine, aisée à remplacer, les « sans emploi » constituant pour elles un véritable vivier.

Seule la démocratie économique préconisée par le PSU, transposée dans le cadre régional et local, peut, à travers un plan économique de la métropole lilloise et de sa région, apporter au marasme actuel des solutions durables et contribuer à l'expansion du revenu national capable d'améliorer salaires, prestations familiales et sociales, retraites, pensions, ressources agricoles, sans entraîner la dégradation immédiate du pouvoir d'achat.

● *L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE.*

Le caractère des industries de ce secteur est tel qu'aucun moyen de formation professionnelle n'existe sur place, même pour les garçons. Quant aux filles, les emplois si utiles que la vie collective organisée pourrait créer dans les crèches, les équipements sanitaires, les restaurants d'usines, les services sociaux, etc... n'existent pas et le Pouvoir ne cherche qu'à réduire la formation professionnelle féminine organisée à quelque distance.

Enfin, l'organisation déplorable des transports de banlieue complique la scolarisation de tant d'enfants et jeunes gens.

● *LES LOISIRS ET ACTIVITES D'EQUILIBRE DE LA JEUNESSE.*

Tout est à faire dans tous les points de la circonscription car, par exemple, tous les jeux de hasard qui démoralisent et exploitent la jeunesse, doivent faire place à l'organisation de maisons de jeunes, de clubs et d'associations offrant de saines et agréables activités culturelles et sportives et de bonnes détentes de vacances, gérés en majorité par les jeunes eux-mêmes.

Le financement des activités de culture physique et sportive désintéressée doit être assuré de préférence à l'exploitation lucrative des activités sportives.

...ET DES SOLUTIONS A L'ECHELLE DE LA METROPOLE DU NORD.

La démocratie régionale politique et économique doit assortir la volonté de notre population des moyens d'action dans une Métropole du Nord au service du plus grand nombre. Principe de base de la décentralisation, le pouvoir central ne doit avoir d'autres attributions que celles qui sont hors de portée des instances régionales et locales. A la formidable concentration de pouvoirs de décisions que la civilisation technicienne donne à quelques dirigeants, doit répondre le développement de pouvoirs locaux et régionaux, assez puissants et autonomes pour s'imposer.

Or, ce qui nous est offert comme métropole d'équilibre, c'est une ***citadelle dominée par le Pouvoir et livrée aux affairistes.*** C'est, plus que jamais, le pouvoir concentrationnaire qui étoufferait les représentations démocratiques régionales et locales, même si, pour s'épanouir, elles se libéraient d'un conservatisme désuet.

C'est la ***colonisation de la province !***

Le 17 octobre 1966, le ministre de l'Equipement a dit :« La Métropole du Nord doit bénéficier du confort parisien ».

Quoi de mieux alors pour les assemblées élues d'une future métropole que d'équilibrer vraiment les pouvoirs nationaux en prenant en main de multiples problèmes, parmi lesquels...

● *TRANSPORTS EN COMMUN.*

Refonte par utilisation systématique des lignes S.N.C.F. de banlieue : liaisons rapides, confortables, économiques ; création, pour les autobus, d'un réseau harmonisé avec ces lignes, intégré dans un service public.

● *PISTES CYCLABLES.*

Partout, en réseau routier urbain et suburbain.

● ***ASSAINISSEMENT*** des rivières, canaux et courants marécageux.

● Participation avec l'Etat dans les ***INVESTISSEMENTS*** hospitaliers, même dans les centres sanitaires de quartiers ou de campagne, dans l'équipement scolaire, dans la politique du logement, les crèches, les centres de planning familial, etc...

Les terrains manquent dit-on ! Et les quatre-vingts hectares occupés dans Lille par l'armée ?

● Aménagement d'***ESPACES VERTS DE DETENTE*** dans les zones touristiques telles que Saint-Amand et Phalempin, mais aussi tout près de Lille par reconversion de nombreux forts militaires.

Il dépend maintenant de votre décision que le PSU puisse, par son élan, entraîner le renouveau de la gauche socialiste.

Vous donnerez vos suffrages à des hommes énergiques qui, ensemble, dans tout le pays, prennent l'engagement de fixer un calendrier d'application du programme.

VOUS VOTEREZ PSU, LE PARTI DE VOTRE AVENIR.

VU : LES CANDIDATS.

PSU Armand LEBLEU PSU Armand LEBLEU PSU PSU

UNE LEGISLATURE, UN GOUVERNEMENT, UN PLAN.

La tâche qu'aura à accomplir un gouvernement de gauche est si ample que doit être assurée la stabilité gouvernementale en même temps que la démocratie. C'est pourquoi le P.S.U. propose un gouvernement de législature, appuyé sur une assemblée disposant de pouvoirs réels, mais qui est renvoyée devant les électeurs, si elle renverse le gouvernement.

En votant pour les candidats du P.S.U., les électeurs voudront que la gauche s'engage par un contrat de gouvernement valable pour toute la législature, à réaliser selon un calendrier fixé, les changements décisifs pour construire la démocratie dans ce pays, y mettre l'économie au service du peuple, et mener une politique de paix par la coopération internationale.

CONSTRUIRE LA DEMOCRATIE.

Création d'une assemblée économique où les travailleurs seront représentés selon leur importance numérique dans la Nation, reconnaissance des sections syndicales d'entreprise, développement du rôle des comités d'entreprise, accroissement du rôle de gestion pour les travailleurs du secteur public ; renforcement des communes, et création de comités de quartier, lien entre les citoyens et les municipalités, d'assemblées élues pour la gestion des grandes agglomérations dépassant le cadre communal, d'assemblées et d'organismes économiques régionaux élus ; réforme fiscale rendant plus équitable la répartition des charges, soulageant les revenus modestes, fournissant aux communes des ressources accrues.

La démocratie exige aussi une équitable répartition du revenu national : majoration des bas salaires, rattrapage de ceux du secteur public, retour progressif aux 40 heures, retraite à 60 ans ; reconnaissance du droit au logement, loyer proportionnel aux ressources ; mise en œuvre d'une audacieuse politique d'équipements collectifs : écoles, hôpitaux, transports, etc...

ACCELERER L'EXPANSION.

Pour produire les richesses nécessaires à la réalisation de ces objectifs, il faut accélérer l'expansion, selon des plans nationaux et régionaux fondés sur le plein-emploi et la mobilisation de toutes les ressources. L'exécution de ces plans, confiée à un Ministère du Plan, exigera des réformes de structure et l'extension du secteur public.

Le plein-emploi sera rendu possible par une active politique de formation professionnelle et par l'effort d'équipement productif entrepris ; les travailleurs changeant de qualification ou d'industrie, seront considérés non comme victimes, mais comme artisans du progrès.

UNE SOCIETE AU SERVICE DE L'HOMME.

Augmenter la production pour accroître les biens disponibles ne suffit pas : il faut construire une société fondée sur le respect de l'homme.

C'est pourquoi nous voulons créer un Service National de Santé offrant à chacun une médecine de qualité, reconnaître aux femmes l'égalité totale, leur donner le droit effectif d'avoir les enfants qu'elles veulent et quand elles les veulent, développer la solidarité nationale envers les « oubliés de l'expansion » et tous les déshérités.

C'est pourquoi nous voulons la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans, dans un enseignement de qualité ; l'intégration de tous les établissements et maîtres qualifiés dans un Service National d'Enseignement unique et donc laïque ; une politique de la jeunesse appuyée sur les organisations de jeunes et définie en association avec elles.

LA COOPERATION INTERNATIONALE.

Pour assurer l'indépendance vis-à-vis des blocs, et travailler à la paix, il ne suffit pas de faire des discours : il faut accepter une discipline internationale, renoncer à la force de frappe, participer aux conférences de désarmement.

Il faut construire en Europe une organisation politique et économique ouverte à l'Angleterre et aux pays de l'Est, capable de résister à l'hégémonie américaine, d'agir efficacement pour la paix, solidairement avec le tiers-monde, car c'est pour nous un devoir de justice d'en aider le développement.

Le P.S.U. veut être le parti de votre avenir.

Cet avenir, ce ne peut être un retour à la situation d'avant le 13 mai 1958. Ce ne peut être non plus le système gaulliste, qui repose sur le prestige déclinant d'un seul homme, sur la propagande, sur l'affairisme du parti au pouvoir.

Le P.S.U. pourrait se cacher derrière de grands noms, nombreux dans ses rangs. Mais il respecte votre volonté d'être un citoyen responsable, et il vous expose les principaux choix qu'il a faits, dans le but de faciliter les vôtres : car c'est à vous de décider de votre avenir.

DURANT, Lille.